



# Observatoire Jeunes et Société

Bulletin d'information vol.3 n° 1

Juin 2002

## L'OBSERVATOIRE À L'HEURE DE LA GALAXIE INTERNET...

Par Jacques Hamel

### AGENDA

**Journées d'études à  
l'Université McGill  
«Citizenship on Trial:  
Interdisciplinary Perspectives  
on Political Socialization  
of Adolescents»  
Montréal, Québec  
20-21 juin 2002**

**15<sup>e</sup> congrès international de  
l'Association Internationale  
de Sociologie  
«The Social World in the Twenty  
First Century: Ambivalent  
Legacies and Rising Challenges»  
Brisbane, Australie  
7-13 juillet 2002**

**38<sup>e</sup> Colloque de l'Association  
de Science Régionale  
de Langue Française  
«La diversification régionale  
à l'épreuve des faits»  
Trois-Rivières, Québec  
21-23 août 2002**

**Colloque de l'A.I.S.L.F.  
«Engagement, participation  
et responsabilité dans le  
parcours biographique»  
Liège, Belgique  
3-5 février 2003**

La Galaxie Internet<sup>1</sup> pointe à l'horizon. Voilà un objet d'étude tout désigné pour un Observatoire ! Internet concerne les jeunes au premier chef. Non seulement évoluent-ils, comme tout un chacun, sur la Toile, mais en raison de leur âge, ils la tissent à bien des égards. Les jeunes constituent en effet le groupe de la société immédiatement touché par les «nouvelles technologies». Plus que tout autre groupe de la société, ces jeunes doivent et devront dans une large proportion y recourir pour leurs études, leur travail et leurs loisirs et disposer de connaissances suffisamment poussées pour les bien utiliser. Bref, les jeunes se frottent d'emblée à la «nouvelle économie», née au début des années 1990 et basée sur ce qu'on nomme de manière générale les NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication).

L'Observatoire Jeunes et Société ne pouvait donc pas graviter hors de cette orbite. Voilà pourquoi une nouvelle recherche sur la *génération numérique* vient d'apparaître à son programme de recherches. Financée par le Conseil de recherches en sciences humaines, elle a pour objectif de cerner l'insertion professionnelle et sociale des jeunes diplômés et non-diplômés dans les domaines qui constituent la figure de proue de la nouvelle économie, le multimédia et les biotechnologies.

La «nouvelle économie» est le terme né du *boom* économique des années 1992-1993 aux États-Unis sur fond de capitalisation boursière, de globalisation des marchés et de révolution d'Internet. Le qualificatif «nouvelle» se justifie par le fait que, contrairement aux précédents, ce cycle de croissance ne s'accompagne pas d'une reprise de l'inflation. Il désigne plus spécifiquement le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ce secteur est censé être le moteur de la croissance économique et des transformations sociales actuelles et à venir, à commencer par Internet et les services en ligne associés à la *e*-économie incarnée par le Nasdaq et de nouvelles entreprises : Yahoo !, Amazon, SoftImage, MicroSoft, D@marc, etc.

Or la situation actuelle vient par ailleurs brutalement tempérer la nouvelle économie, tout ou moins l'image véhiculée par ce discours. En effet, de nombreux conglomérats inscrits au Nasdaq sont en chute libre, mettant au chômage des légions d'employés qualifiés dans les nouvelles technologies. Les chiffres de *Statistical Abstract of US* de 1998 indiquent que la très grande masse des emplois créés entre 1986 et 1996 ne correspondent pas aux métiers de l'informatique, des bases de données ou d'Internet. Les projections pour la période 1996-2006 confirment la tendance : des

1. Manuel Castells, *La Galaxie Internet*, Paris, Fayard, 2001.

trente professions en tête des créations d'emplois, huit d'entre elles exigent des qualifications collégiales et universitaires et trois seulement correspondent à une spécialisation des NTIC.

Les premiers portraits économiques et sociologiques de l'industrie du multimédia sont particulièrement révélateurs. En effet, on y apprend que les jeunes qui gravitent dans son orbite — dans l'enceinte des entreprises ou à domicile — ont autour de 25 ans et une large proportion ont mis fin à leurs années d'étude sans décrocher de diplôme collégial ou universitaire. Certains d'entre eux détiennent des attestations au terme d'une formation pratique d'un an dans un collège technique (ex. : Institut supérieur d'informatique). D'autres sont tout simplement des adeptes, pour reprendre l'expression anglaise, du *learning by doing* ou *by using* qui donne lieu à des compétences d'ordre pratique

acquises à leur propre initiative, souvent sous le toit de la maison familiale.

Dans ces conditions, les salaires et les conditions de travail, en particulier le nombre d'heures consacrées à l'emploi, sont loin de correspondre aux emplois hautement qualifiés que fait miroiter le discours sur la nouvelle économie. L'absence de diplôme renforce cet état de fait. Le *learning by using* contribue d'autre part à accentuer l'individualisme des jeunes quand, sur la base des compétences acquises de leur propre chef, ils trouvent motif à leur esprit d'initiative et d'entreprise individuel. Leur opposition aux syndicats et plus largement à toutes formes de régulation du travail et de droits collectifs — par exemple les normes du travail et la sécurité d'emploi — s'expliquerait dans ce sens. L'individualisme des jeunes les incline donc davantage à la flexibilité qui peut toutefois se muer en précarité à leur détriment.

Sur cette base, il est opportun de se demander en toute hypothèse 1) si les domaines de la nouvelle économie — au premier chef le multimédia et les biotechnologies — s'articulent véritablement à la connaissance de haut niveau et 2) si la spécialisation dans les NTIC donne immédiatement droit aux emplois hautement qualifiés comme le prétend le discours sur la société du savoir née de la nouvelle économie.

C'est dans cette perspective, pour ne pas dire cette orbite, que les chercheurs de l'Observatoire Jeunes et Société entreprennent d'étudier la Galaxie Internet en utilisant d'ailleurs les NTIC. Un questionnaire électronique sera bientôt envoyé pour atteindre, *via* la Toile, les dignes représentants de la génération numérique.

---

## LA RECHERCHE EN PARTENARIAT

*Par Madeleine Gauthier*

Il est de plus en plus courant que les chercheurs universitaires travaillent en partenariat avec les milieux d'intervention ou d'application intéressés par leurs résultats de recherche. Les organismes subventionnaires proposent même des programmes de cette nature. C'est le cas du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH) qui, dans ses grands travaux de recherche concertée, a créé le programme des Alliances de recherche universités-communautés (ARUC). C'est le cas aussi du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC) dans ses Actions concertées. La recherche en partenariat se distingue de la recherche commanditée en ce qu'il n'y a pas de lien financier, certainement pas directement, qui unisse les chercheurs et les partenaires.

Par ailleurs, à la différence de la traditionnelle « recherche-action », chaque partenaire conserve son identité propre. Le chercheur ne construit pas son objet à même l'intervention à laquelle il participe, pas plus que le partenaire ne

dicte au chercheur quelles devraient être ses orientations et sa méthode. Chacun reste soi tout en étant dans une relation d'interaction très forte qui pose de nombreux défis.

Parmi ces défis, l'un est de taille. La recherche comporte sa logique propre qui en est une d'application méthodique de techniques susceptibles de précision mais qui laissent toujours planer une part de doute. « Ai-je bien posé le problème de recherche qui exige exploration, observation, vérification? Mon échantillon est-il suffisamment représentatif pour que les résultats puissent être généralisés? Mes concepts sont-ils adéquats? L'inspiration théorique qui me fournit le cadre d'analyse est-elle la plus pertinente? » Cette logique s'inscrit dans une dimension temporelle qui souffre difficilement l'urgence. Le recul du temps est souvent la méthode la plus efficace pour saisir l'ampleur d'un phénomène. L'action comporte aussi sa logique. La notion de temps n'est pas la même. L'urgence de la situation exige une réaction immédiate : l'élaboration et la mise

en place d'un plan d'action qui ne souffre pas toujours de délais. À l'exigence de réflexion que comporte la recherche, correspond ici la détermination d'agir le plus rapidement possible.

Les deux logiques sont-elles conciliables? Peut-être, à la condition que l'une et l'autre conservent leur spécificité tout en étant perméables à l'échange et à l'écoute l'une de l'autre. Cette attitude est aussi importante que les résultats concrets qu'il faut en attendre : pour les chercheurs, il importe de pouvoir confronter leurs résultats de recherche et leurs théories à la réalité; pour les partenaires des divers milieux, ils se doivent d'être attentifs aux possibilités d'utilisation des résultats de la recherche afin d'enrichir leur propre connaissance du milieu dans lequel ils agissent et dans le but d'agir plus adéquatement. Il incombe à tous les deux d'être en dialogue constant et d'être réalistes. La recherche est par définition « cheminement » dans la construction de ses instruments de connaissance de la réalité. L'intervention est en quête de moyens qui lui permettront

de répondre le plus rapidement et le plus efficacement possible à une situation. Plutôt que d'y voir des logiques contradictoires, peut-être faut-il y percevoir des approches complémentaires dont il faut constamment débattre. Cela demande du temps, de l'énergie et un grand respect de la spécificité de l'autre.

Les professeurs qui composent le réseau de l'Observatoire Jeunes et Société expérimentent cette forme de concertation dans un certain nombre de projets de recherche; il en va de même jusque

dans leur comité scientifique où siège la représentante du Secrétariat à la jeunesse et dans leur Comité conseil formé de représentants des organismes «jeunesse», des milieux socio-économiques et des milieux gouvernementaux. Cette proximité entre la recherche et l'action les sensibilise à des dimensions de la réalité qui aurait été ignorées autrement. Elle apporte parfois aux chercheurs la grande satisfaction de constater que les rapports, les articles et les volumes qu'ils s'imaginent en train de disparaître sous la poussière peuvent contribuer à

changer la réalité. Dans quel sens le font-ils? Les chercheurs ont peu de pouvoir sur cette dimension, mais certainement plus qu'auparavant du fait de la diffusion directe de l'information aux partenaires et des échanges qui entourent cette diffusion. L'avenir dira si l'immense somme d'énergies dépensées par les chercheurs à cette forme de concertation en vaut la chandelle ou si d'autres modalités de diffusion et d'appropriation de la recherche ne seraient pas plus appropriées.

---

## ACFAS 2002 : ÉCHANGES FRUCTUEUX AUTOUR DE LA PARTICIPATION, DE L'INSERTION ET DE LA MIGRATION DES JEUNES.

*Par Patrice LeBlanc et Marc Molgat*

Un colloque portant sur la participation, l'insertion et la migration des jeunes s'est tenu le 13 mai dernier à l'Université Laval dans le cadre de l'ACFAS (Association francophone pour le savoir). Les objectifs de ce colloque se sont articulés autour de la question de la migration des jeunes, le champ d'études du Groupe de recherche sur la migration des jeunes (GRMJ). Le premier objectif visait à exposer des analyses inédites que génèrent directement les données issues de deux enquêtes réalisées sur la migration des jeunes, tant sur le plan empirique que théorique. En second lieu, il s'agissait d'ouvrir ce programme de recherche à des dimensions importantes ressorties des enquêtes antérieures, dont celles de la participation des jeunes aux lieux de décision et de pouvoir et des modalités d'insertion des jeunes dans les milieux où ils ont choisi de vivre, en prenant la région administrative comme cadre administratif et géographique de recherche et d'observation.

Le colloque a réuni près d'une cinquantaine de chercheurs, dont certains de l'extérieur du GRMJ, et de partenaires communautaires (représentants d'organismes jeunesse, d'organismes communautaires, de ministères gouvernementaux,

etc.). Les communications sur le thème de la migration ont permis d'explorer les liens entre la construction identitaire et le territoire, la place des parents dans le processus migratoire, l'avenir professionnel des migrants et les représentations qu'ont les migrants des milieux ruraux. Des contributions de chercheurs extérieurs à l'équipe ont porté sur la migration dans la région du Centre-du-Québec et sur la migration de jeunes Québécois dans le nord-est ontarien. La thématique de la participation fut amorcée par une conférence de Patrick Moquay, professeur à l'ENGREF à Clermont-Ferrand, sur la place des jeunes dans la gouvernance territoriale. Les thèmes abordés par la suite se concentraient sur la participation des jeunes dans certains territoires précis et ont favorisé la discussion autour de l'engagement et du militantisme des jeunes tant dans une perspective historique que du point de vue des jeunes de milieux urbains. Enfin, une table ronde a permis aux chercheurs et partenaires d'échanger sur les apports de la recherche dans l'action sur les thématiques de la migration, de l'insertion professionnelle et résidentielle et de la participation.

Le colloque a été l'occasion de relever certains grands enjeux dans la recherche

sur les jeunes. D'emblée, de nombreuses communications soulignaient la place toujours importante des déterminants socio-économiques dans la migration, l'insertion et la participation des jeunes. Bien que les communications n'aient pas permis d'approfondir cette question, elles ont ouvert un questionnement sur les types de déterminants et la manière dont ils pèsent aujourd'hui sur le passage à la vie adulte. Les communications faisant état de perspectives historiques et d'analyses en provenance d'autres sociétés sont venues rappeler combien la distance temporelle et géographique permet de mieux comprendre, ici et dans le feu de l'actualité, les thématiques sur lesquelles nous travaillons au quotidien. Enfin, sur la question du rapport entre la recherche et l'action, il est apparu que ces deux univers confrontent des temps fort différents, souvent difficilement conciliables. Si l'intervention demande un temps plus court, la recherche exige un temps beaucoup plus long. Ce colloque, organisé dans le cadre de l'Alliance recherche université communauté (ARUC) aura permis, dans cette perspective, de poursuivre et d'élargir un dialogue par ailleurs déjà fort bien engagé.

## COMITÉS

### COMITÉ SCIENTIFIQUE

- \* **Madeleine Gauthier**, INRS-UCS  
Responsable de l'Observatoire
- Sylvain Bourdon**,  
Université de Sherbrooke
- Johanne Charbonneau**, INRS-UCS
- \* **Jacques Hamel**, Université de  
Montréal
- Awad Ibrahim**, Université Bishop
- Marc Molgat**, Université d'Ottawa
- Diane Pacom**, Université d'Ottawa
- Gilles Pronovost**, UQTR
- Anne Quéniart**, UQAM
- \* **Claude Trottier**, Université Laval
- \* **Mircea Vultur**, INRS-UCS
- MEMBRES D'OFFICE
- Gérard Divay**, INRS-UCS, Directeur
- Johanne Bujold**, INRS-UCS  
Secrétaire du comité scientifique
- PARTENAIRE
- Andrée Bernard**  
Secrétariat à la jeunesse

\* Membres du comité exécutif

### COMITÉ CONSEIL

- Marie-Claude Sarrazin**, présidente  
Coprésidente du chantier «Promouvoir  
une société équitable» au Sommet du  
Québec et de la jeunesse
- Éric Dion**  
Fédération étudiante universitaire  
du Québec
- Odette Duchesne**  
Confédération des caisses populaires  
et d'économie Desjardins du Québec
- Patrick Lebel**  
Conseil permanent de la jeunesse
- Léo Paré**  
Ex-président du Comité conseil
- Christian Payeur**  
Centrale des syndicats du Québec
- Patrick Ferland**  
Regroupement des jeunes gens  
d'affaires du Québec
- Jacques Théorét**  
Fédération des travailleurs  
et des travailleuses du Québec

## SUBVENTIONS REÇUES DEPUIS JANVIER 2002

- Conseil exécutif: *Activités de veille de la situation des jeunes au Québec*. Subvention de 100 000 \$ sous la responsabilité d'Andrée Bernard du Secrétariat à la Jeunesse, en concertation avec dix ministères et organismes: MRCI, MRST, MFE, MSSS, MEQ, MAMM, MESS, MREG, Emploi-Québec, SAJ.  
Responsable: Madeleine Gauthier. (1 an)
- CRSH-INÉ: *L'insertion de la génération numérique dans la nouvelle économie: analyse des domaines d'études axés sur les NTIC et les biotechnologies*. Subvention de 150 000 \$.  
Responsable: Jacques Hamel. (3 ans)

## PUBLICATIONS

### Ouvrages

- Charbonneau, Johanne et Madeleine Gauthier** (éd.), *Loisir & Société. Culture et mode de vie*, vol. 24, n° 2, 2001, 631 p.
- Charbonneau, Johanne et Philippe Estèbe** (éd.), *Lien social et Politiques. La responsabilité, au-delà des engagements et des obligations*, n° 46, 2001, 200 p.
- Vultur, Mircea** (éd.), *Bulletin d'information, L'insertion professionnelle*, ACSALF, vol. 24, n° 1, 2002, 20 p.

### Articles et chapitres de livres

- Bourdon, Sylvain**, «Les jeunes de l'école à l'emploi: l'hyperactivité comme adaptation à la précarité au Québec», dans L. Roulleau-Berger & M. Gauthier (dir.), *Les jeunes et l'emploi dans les villes d'Europe et d'Amérique du Nord*, Paris, Éditions de l'Aube, 2001, p. 73-85.
- Charbonneau, Johanne et Madeleine Gauthier**, «Culture et mode de vie», *Loisir & Société. Culture et mode de vie*, vol. 24, n° 2, 2001, p. 349-356.
- Gauthier, Madeleine, Claire Boily et Luce Duval**, «Les modes de vie et les pratiques culturelles des jeunes: homogénéisation de la culture et individualisation des pratiques?», *Loisir & Société. Culture et mode de vie*, vol. 24, n° 2, 2001, p. 431-451.
- Gauthier, Madeleine**, «Majorité ou minorité? L'identité des jeunes Québécois», *Francophonies d'Amérique*, n° 12, 2001, p. 153-161.

**Ibrahim, Awad**, «Hey, whadap homeboy?»: Identification, Desire & Consumption: Hip-Hop, Performativity, and the Politics of Becoming Black», *Taboo: Journal of Culture and Education*, vol. 5, N° 2, 2001, p. 85-102.

**Ibrahim, Awad**, «Whassup Homeboy?»: Black/Popular Culture and the Politics of «Curriculum Studies»: Devising an Anti-racism Perspective», in G. J. S. Dei and A. Calliste (Eds.), *Power, Knowledge and Anti-racism Education: A Critical Reader*, Halifax, Fernwood Books Ltd., 2000, p. 57-72.

**Molgat, Marc**, avec la collaboration de **Frédéric Deschenaux**, «Leaving Home in Quebec: Theoretical and Social Implications of (Im)mobility Among Youth», *Journal of Youth Studies*, 5, 2, 2002, p. 135-152.

**Pronovost, Gilles**, «Temps sociaux et temps scolaire en Occident: le brouillage des frontières», dans Carole St-Jarre et Louise Dupuy-Walker, (dir.), *Regards multiples sur le temps*, Sainte-Foy, PUQ, 2001, p. 43-58.

**Quéniart, Anne et Julie Jacques**, «L'engagement politique des jeunes femmes au Québec: de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société», *Lien social et Politiques*, n° 46, 2001, p. 45-54.

**Trottier, Claude**, «La sociologie de l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes», *Éducation et Sociétés*, n° 1, 2001, p. 5-21.

**Vatz-Laaroussi Michèle, et Johanne Charbonneau** (2001) «L'accueil et l'intégration des immigrants: à qui la responsabilité? Le cas des jumelages entre familles québécoises et familles immigrantes», *Lien Social et Politiques*, 2001, 46, p. 111-124.



Université du Québec

Institut national de la recherche scientifique

Urbanisation, Culture et Société

Observatoire Jeunes et Société

Tour de la Cité

2600, boulevard Laurier, bureau 640

Case postale 7500, Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7

Téléphone: (418) 687-6409 • Télécopieur: (418) 687-6425

Courriel: [obs.jeunes@inrs-ucs.quebec.ca](mailto:obs.jeunes@inrs-ucs.quebec.ca) • <http://www.obsjeunes.qc.ca>